UTICA

Plateforme d'action proposée aux partis politiques

Pour

Enclencher très rapidement le redressement, accélérer la croissance créer de l'emploi et rendre le développement perceptible dans toutes les régions.

Tunis, le 12 Septembre 2014

Le présent document est une contribution de l'UTICA concernant le débat sur le devenir de notre pays pour les 5 prochaines années.

Il entend susciter la discussion, et attirer l'attention, encore une fois, sur l'urgence de remédier aux dommages d'une situation économique léthargique qui s'éternise.

Il met des balises pour enrichir le débat public.

Il explore des pistes qui peuvent être nourries et approfondies par les apports de l'ensemble de la société, sur les moyens à mettre en œuvre pour faire face à la gravité de la situation.

Le cap est clair : une croissance permettant de booster l'emploi et de favoriser un développent équilibré et palpable dans toutes les régions au moyen d'entreprises compétitives.

Cette plate-forme présente, dans les grandes lignes, des orientations et des propositions pour engager immédiatement l'œuvre de redressement indispensable.

La stratégie définie dans la VISION 2020, à partir de laquelle ce document tire son essence, est clairement réaffirmée. Sa mise en œuvre, complétée avec les présentes propositions, autorise à envisager avec optimisme, la réussite d'une transition économique permettant de faire face aux nombreux et difficiles défis qui se posent à la Tunisie.

La complexité des obstacles à surmonter et des moyens à mettre en œuvre, nécessitent la recherche d'un consensus minimum, sur la base d'une analyse partagée de la situation, non seulement sur les objectifs, mais aussi et surtout sur la répartition des efforts à faire.

L'Entreprise tunisienne y prendra toute sa part.

LA TUNISIE, TELLE QUE NOUS LA VOULONS

- Un pays où il fait bon vivre car performant par ses entreprises, son climat d'affaire et son environnement social.

- Un pays où l'égalité des chances permet à toutes les régions, toutes les catégories sociales, toutes les générations et toutes les activités économiques de participer à la création des richesses et de bénéficier de ses retombées.

- Un pays où le travail, le mérite, l'entreprenariat et la réussite professionnelle sont reconnus comme valeurs sociétales.

- Un pays qui aura concilié son université, son école et sa jeunesse avec son économie.

- Un pays où on respecte la propriété privée et la propriété collective et où le droit du citoyen à la sécurité de sa personne et de ses biens est garanti.

- Un pays dont les citoyens sont solidaires, fiers et confiants en leur avenir.

9 PROPOSITIONS
POUR METTRE LE PAYS SUR LES RAILS DU DEVELOPPEMENT

1. Remettre le pays en marche

La dette publique s'accroit de manière continue, le déficit de la balance des paiements ne cesse de se creuser, le budget de l'Etat est en déficit chronique, la productivité est en chute libre, la croissance est faible et incertaine, le taux de chômage est élevé, les investissements publics et privés en recul, le désinvestissement devient perceptible, l'image du pays est détériorée, ~~nos~~ les frontières sont devenues poreuses, l'Etat ~~a~~ peine à affirmer son autorité, ~~et~~ l'environnement se dégrade de jour en jour, et l'absentéisme fait des ravages. Tout cela, aggravé par l'absence de mise en œuvre d'un cap clair.

Pouvons-nous permettre de rester durablement dans cette voie sans risquer des préjudices irrémédiables?

Un changement de trajectoire est urgent, tout retard ne faisant qu'en aggraver le coût économique et social. La Tunisie a besoin aujourd'hui, et en urgence, d'un sursaut et que sursaut soit perceptible au niveau national et au niveau international.

Pour cela nous lançons un appel, avant qu'il ne soit trop tard, à l'ensemble des composantes de la société : partis politiques, syndicats, corporations, associations de la société civile, citoyens … pour attirer de nouveau l'attention sur les risques sérieux encourus du fait de la situation économique dans laquelle nous nous trouvons.

Celle-ci requiert, d'urgence, de remettre le pays en ordre de marche pour être en mesure d'affronter les périls qui le menacent.

Cela ne pourra être le cas que si un grand dessein national, une vision claire et partagée est fixée, avec une répartition équitable des efforts à effectuer.

2. Restaurer la valeur travail

La valeur travail, en tant que morale, éthique et comportement, s'est très fortement dégradée.

Beaucoup de raisons à cela.

Parmi lesquelles, et non des moindres, est l'affaiblissement de la reconnaissance du mérite comme ascenseur social. En témoigne le fait, que d'autres voies, déviantes (fraudes et triches de toutes sortes, non respect de la Loi…), sont plus efficaces et plus rapides. Il en est de même d'un ensemble de pratiques et de comportements négatifs dans la société

tunisienne, découlant notamment des difficultés de la vie quotidienne, et du sentiment d'exclusion.

Afin de refaire le terrain perdu et de permettre le développement de la valeur travail dans notre société, il faut :

- Placer le mérite, le travail et l'effort au cœur de notre projet de société
- Ouvrir des perspectives par le développement de l'initiative individuelle et la libération des énergies
- Redonner de l'espoir, grâce à un dessein national mobilisateur, en permettant à chacun d'y participer et d'en récolter les fruits
- Faire vivre l'espérance de la jeunesse, par la formation, l'emploi et la responsabilisation
- Permettre par le travail, la réalisation des aspirations légitimes de l'individu (emploi, santé, logement…)
- Valoriser la réussite et la créativité
- Favoriser l'exemplarité des « anciens » et des personnages publics
- Faire rejeter par la société, les comportements déviants (parfois glorifiés) par application de la Loi pour tous et de manière identique
- Exalter le sentiment national et patriotique

3. Créer de l'emploi et booster la croissance

La Tunisie se doit de créer plus d'emploi et surtout des emplois qualifiés pour résorber le stock de demandeurs d'emploi qui s'est accumulé depuis une dizaine d'année et pour offrir des perspectives positives aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Pour cela, nous devons viser la création d'au moins 100 mille emplois additionnels par an dont plus de la moitié exigeant des qualifications supérieures.

Ceci est possible, si et seulement si la Tunisie prend résolument et concrètement l'orientation **de l'entrepreneuriat** et d'une **économie fondée sur les connaissances**.

Car, il n'y a point de création d'emplois durables en dehors d'entreprises compétitives et capables de soutenir la concurrence étrangère aussi bien sur le marché national que sur le marché international. Tous les pays qui réussissent ont opté pour cette voie, y compris ceux que se réclament de l'idéologie socialiste.

A cet effet, **nous proposons** la mise en place d'un nouveau écosystème entrepreneurial basé sur l'initiative économique et notamment par :

- ✓ L'adoption d'un « **Code de l'Investissement et de l'Entreprise** », qui soit orienté résultats, simple d'application et qui favorise l'accroissement de la valeur ajoutée, l'intégration du tissu industriel, l'exportation et l'internationalisation des entreprises.
- ✓ L'adoption d'un plan de numérisation de Tunisie, au service de la création de valeur dans tous les secteurs
- ✓ La redéfinition des mécanismes de financement de la recherche et de l'innovation pour les rendre accessibles directement à l'entreprise et pour favoriser les partenariats Entreprise-Université
- ✓ Le développement et la gestion d'une infrastructure industrielle aux standards internationaux dans le cadre de PPP (Zones Industrielles, Centres techniques, logistique, ports et aéroports, messagerie, etc.). Rien que la réduction en cinq ans des coûts logistiques à un niveau comparable à celui des pays concurrents permettrait à la Tunisie de réaliser 2 points de croissance supplémentaire par an.
- ✓ La mobilisation de financements et de mécanismes de garantie adaptés aux différentes catégories d'entreprises, à leur phase de développement et aux spécificités de leurs marchés et l'orientation de ces financements vers les activités qui génèrent la croissance et le développement.

4. Améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat de toutes les classes sociales.

L'amélioration du niveau de vie était jusqu'à maintenant recherchée dans les augmentations salariales et dans le maintien administratif à un niveau bas des prix de certains produits.

Cependant, le manque d'efficacité des politiques publiques dans le domaine du logement, du transport, de la santé, de l'éducation et de l'organisation de la distribution des produits agricoles grevait en fait le pouvoir d'achat du citoyen et lui faisait perdre l'impact des augmentations salariales.

En effet, et au cours de la dernière décennie, l'INS ([1]) a enregistré un accroissement des dépenses par famille de l'ordre de 8% par an, nettement supérieur à celui de l'inflation, mais cet accroissement n'a pas été ressenti par les citoyens comme une amélioration de leur niveau de vie, montrant ainsi les limites de cette approche.

[1] INS, 2014. Enquête consommation 2010.

L'inflation réalimentait l'inflation, l'investissement et la création d'emploi se sont ralentis, la charge de la caisse de compensation est devenue insupportable et le maintien des prix à la production des produits agricoles à un niveau inférieur au prix réel du marché a bloqué l'évolution des secteurs concernés et a appauvri les régions de production au profit des régions de consommation de ces produits.

Nous proposons une approche alternative qui permet une augmentation réelle du niveau de vie de toutes les classes sociales, sans générer une inflation excessive, sans surcharge pour la caisse de compensation et sans blocage de l'investissement et de la création d'emploi.

Cette nouvelle approche s'articule autour de trois axes:

1. Redéfinition des politiques publiques de la Santé, du Logement et du Transport :

   - Des services de santé de qualité doivent devenir accessibles pour tous et dans toutes les régions à travers une nouvelle approche intégrée de la santé publique (santé du citoyen) qui ne doit plus être confondue avec la gestion des établissements publics de santé et de leur personnel. Des synergies et des mutualisations doivent être mises en œuvre dans chaque région entre le préventif et le curatif, entre le diagnostique et le thérapeutique, entre les moyens des établissements publics et ceux des établissements privés, entre investissement public et incitations à l'investissement privé avec pour objectif de rendre le service attendu par le citoyen disponible, facile d'accès, de qualité et à un coût acceptable.

   - Le logement coûte cher que ce soit en acquisition ou en location. En moyenne une famille tunisienne dépense en loyer 180 D par mois, soit plus que la moitié d'un SMIG. Nous proposons la mise en place d'une nouvelle politique de logement qui facilite l'accès à la propriété et l'accès à la location. Cette politique doit permettre de développer un parc résidentiel (rénovation et construction), afin d'en maintenir l'accessibilité aux revenus modestes grâce à des plans d'aménagement gérés dans les régions de manière dynamique, un financement aidé grâce aux ressources du FOPROLOS et à l'introduction de technologie permettant la réduction du coût du construit. Ces mesures permettront aussi de soutenir le secteur de la construction et d'en faire un levier de croissance et de développement.

   - Le transport en commun vit dans la plupart des régions au rythme scolaire et universitaire. Nous proposons l'adoption d'une politique de transport en commun vers les zones d'activité dans toutes les régions qui soit plus efficace, en faisant appel au partenariat public-privé.

2. Maîtrise des prix par une augmentation de l'offre et celle de la valeur ajoutée nationale pour limiter l'inflation importée. A cet effet, **nous proposons** l'adoption de politiques cohérentes de filières pour les produits de grande consommation incitant à une

augmentation de la production, une amélioration continue de la productivité et autorisant des augmentations salariales sans augmentation des prix à la consommation. Cela suppose qu'en parallèle, l'Etat garantisse de manière effective la loyauté de la concurrence et la transparence des circuits de distribution. Cette approche rendra secondaire le recours à la caisse de compensation, qui de toute façon nécessite un ciblage plus fin des bénéficiaires et surtout une distinction très claire entre le déficit de gestion des entreprises publiques et les transferts sociaux qui transitent par ces entreprises.

3. Une nouvelle politique salariale liant l'évolution des salaires à celle de la productivité. Seule, l'émergence d'activités à forte valeur ajoutée est de nature à autoriser des augmentations salariales substantielles.

5. Rendre le développement perceptible dans toutes les régions

L'approche utilisée pour le développement régional a créé à tort ou à raison une frustration dans plusieurs régions et a mis en danger l'unité nationale.

Une des priorités de la société tunisienne est aujourd'hui le rétablissement de sa cohésion régionale, condition nécessaire à une croissance économique durable qui puisse profiter à toutes les régions.

Pour cela, il faut rétablir la confiance des régions en elles-mêmes, en l'Etat et en l'avenir.

Nous proposons de créer dans le cadre de la nouvelle gouvernance régionale une « Autorité de développement », structure ayant des règles de gestion non administratives, disposant de larges prérogatives et chargée d'une action urgente en matière de création et d'expansion d'activités économiques ainsi que de l'amélioration des services rendus aux citoyens et aux entreprises.

Cette « Autorité » sera dans une seconde étape responsabilisée dans la mise en valeur de ses potentialités, qu'elles soient agricoles, agro-alimentaires, touristiques, industrielles ou de service, et surtout rendue redevable vis-à-vis de l'Etat de la réunion des facteurs qui favorisent cette mise en valeur.

Elle sera également chargée de la lutte contre l'économie informelle qui constitue une des causes du non développement régional. L'informalité ne peut en aucune manière contribuer au développement car, gérée par des réseaux mafieux, sa plus-value est réinvestie dans divers trafics dont les stupéfiants et les armes ou blanchie dans des investissements spéculatifs lointains. Elle génère également de l'argent facile qui détourne de l'investissement productif et du travail formel et détruit les structures locales de l'Etat

En parallèle et pour booster cette dynamique de développement et l'étendre à tout le pays, nous proposons un « Plan Marshall 2020» ciblant 1 territoire prioritaire dans chaque

gouvernorat (la délégation qui présente les indicateurs les plus faibles en matière de développement). Ce plan, mobilisant des dons internationaux, devra intervenir de manière consistance pour changer le niveau de vie des citoyens dans ce territoire.

6. Des services publics à la hauteur des attentes du citoyen et des entreprises

Les services publics souffrent de l'interférence entre le rôle de l'Etat-puissance publique, celui de l'Etat-actionnaire et celui de l'Etat-prestataire de services. Dans cette conception des services publics, l'Etat garantit l'accès des citoyens aux services publics en confiant la réalisation de ces services à des institutions qui appartiennent à l'Etat et financés par l'Etat. A cause de cette interférence, l'Etat est objectivement empêché d'exercer pleinement son rôle de contrôleur et de garant de la qualité et de l'efficience du service rendu.

De plus, les structures régionales en charge des services publics n'ont ni les ressources humaines compétentes, ni la délégation de pouvoir suffisante, ni les moyens matériels adéquats pour assurer des services publics de proximité efficaces.

Le mode actuel de gestion des services publics est devenu un obstacle à la croissance économique et au développement.

Nous proposons de changer le mode de financement des services publics en le faisant passer de l'ancienne logique de moyens et des procédures à une nouvelle culture budgétaire axée sur les résultats et les performances, mesurées par leur son impact sur la société et leur efficience.

Nous proposons également de changer le mode de gestion des institutions prestataires de services publics et d'explorer les voies du partenariat avec le secteur privé pour leur donner l'agilité et l'efficacité nécessaires.

Dans cette approche, les ministères deviennent des structures légères chargées du contrôle et de l'évaluation des services rendus et garant de leur qualité et de l'efficience du financement public.

7. Assainir, équilibrer et stabiliser les finances publiques

Les finances publiques sont sous pression. La décélération de l'activité économique et l'explosion de l'informel a réduit les recettes fiscales ainsi que les recettes en devise. En même temps, les dépenses de fonctionnement de l'Etat et les transferts sociaux ont augmenté de manière trop rapide.

Sur un autre plan, la diminution des recettes d'exportation a été accompagnée d'une augmentation des importations ce qui a provoqué une chute du cours du dinar, enclenchant un processus inflationniste.

Pour assainir et équilibrer les finances publiques, on doit agir pour augmenter les recettes fiscales, équilibrer la balance des paiements, rationaliser les dépenses publiques et résoudre la problématique des entreprises publiques, devenues un gouffre financier pour le pays.

Au niveau de la fiscalité, seule la réduction des taux permettra d'augmenter les totaux. Pour augmenter les recettes fiscales de l'Etat, **nous proposons** d'engager une véritable réforme fiscale transformant la fiscalité en un instrument qui favorise la croissance, l'investissement et la création d'emploi, qui ne décourage pas l'investissement et qui génère de ce fait plus de ressources pour l'état sans charger les contribuables, qui apaise et sécurise les relations de l'administration fiscale avec les contribuables et qui répartit équitablement la charge fiscale par un élargissement de l'assiette fiscale et par la lutte sans merci contre l'économie informelle.

Au niveau de la rationalisation des dépenses publiques, la gouvernance de l'Etat et des entreprises publiques est restée au niveau du slogan. **Nous proposons** la mise en œuvre effective et rapide des budgets par objectif dans tous les ministères et toutes les entreprises publiques.

8. Intégrer totalement l'agriculture et l'artisanat dans la sphère économique

L'agriculture et l'artisanat ne sont pas intégrés totalement dans la sphère économique, avec ses mécanismes d'accès aux marchés et de régulation de prix et de qualité et son cadre juridique. Souvent, ils sont traités selon une logique sociale et de lutte passive contre la pauvreté.

Cette approche a généré en fait plus de freins que d'opportunités de développement et a contribué à maintenir ces secteurs dans une dépendance vis-à-vis des aides publiques.

Nous proposons un plan d'action pour que ces secteurs quittent graduellement la sphère sociale et intègrent la sphère économique.

Ce plan d'action s'articule autour des voies et moyens (techniques, règlementaires, juridiques, organisationnels et financiers) qui permettent à ces secteurs d'augmenter leur productivité, de capter une part plus importante de la chaine des valeurs grâce au développement de filières complètes (de l'approvisionnement à la commercialisation),

d'accéder aux marchés internationaux et de pouvoir soutenir la concurrence sur le marché national et à l'export.

9. Contribuer à éradiquer le terrorisme par l'inclusion économique

L'expérience internationale prouve que le terrorisme, indépendamment de ses motivations et objectifs, utilise la frustration, l'exclusion, la pauvreté et l'économie informelle pour s'introduire et se développer dans les territoires.

Le citoyen persuadé qu'il n'a rien à perdre et rien à attendre constitue une cible facile pour le terrorisme.

Nous proposons, en complément aux mesures sécuritaires, d'engager un travail de fond pour réaliser l'inclusion économique dans tout le pays et notamment dans les régions frontalières et de créer à cet effet un organisme (tel que Conseil Supérieur) chargé d'identifier et d'analyser les contraintes et les obstacles à l'inclusion économique, proposer les réformes règlementaires, et spécialement celles qui confèrent des fonctions économiques à la propriété, et d'évaluer la pertinence et la mise en œuvre de ces réformes.

Utilisés en synergie avec les mesures sécuritaires et l'information, l'inclusion économique par l'accès à la propriété et l'entreprenariat constituent des armes très efficaces dans la lutte contre le terrorisme.